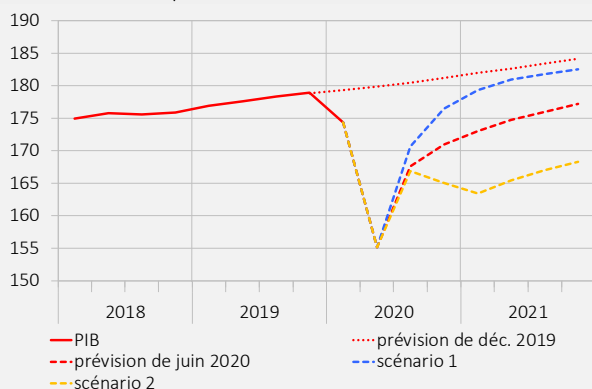


Encadré : L'économie à la croisée des chemins – deux scénarios pour la Suisse

Compte tenu du degré d'incertitude extraordinairement élevé de la conjoncture actuelle, le SECO complète les prévisions du Groupe d'experts de la Confédération par deux scénarios économiques. Si la disponibilité croissante d'indicateurs « concrets » pour mars et avril a certes réduit l'incertitude en ce qui concerne les effets immédiats et directs des mesures de politique sanitaire, les incertitudes restent toutefois extraordinairement élevées quant à l'évolution future. La suite de l'évolution épidémiologique de la maladie joue ici un rôle primordial. Par ailleurs, il existe une grande incertitude quant à la rapidité de la reprise. Le graphique 42 illustre des évolutions du BIP compatibles avec les prévisions du groupe d'experts et les scénarios.

graphique 42 : Prévisions du PIB et scénarios

en milliards de francs, valeurs réelles et corrigées des effets des événements sportifs



sources : OFS, SECO, Groupe d'experts de la Confédération

Scénario 1

En Suisse, après la levée ou l'assouplissement des mesures de politique sanitaire, la demande se redresse sensiblement plus vite que ne le prévoyait le groupe d'experts (graphique 42).

D'une part, l'incertitude des consommateurs se dissipe, notamment grâce à une évolution du marché du travail meilleure que prévu. D'autre part, une partie de la population a pu se constituer une épargne depuis le début de la crise, car les possibilités de consommation étaient très limitées et les programmes nationaux de chômage partiel et de remplacement du revenu ont limité les pertes de revenus. Cela signifie que certains achats sont en train d'être rattrapés, notamment dans la consommation de biens. La progression de la demande des consommateurs accélère aussi la reprise des investissements.

La reprise est également beaucoup plus forte à l'étranger. Cela signifie que les effets de la crise du Covid-19 sur

la conjoncture industrielle mondiale restent limités, ce dont l'industrie suisse d'exportation peut elle aussi bénéficier. Grâce à la rapidité de la reprise, la situation financière des entreprises est meilleure que prévu dans les prévisions du groupe d'experts, ce qui limite certains des effets de second tour tant redoutés, comme les vagues de licenciements et de faillites.

Dans ces hypothèses, la baisse du PIB pour l'ensemble de l'année 2020 sera de l'ordre de 5,0 % et le chômage ne grimpera « que » jusqu'aux environs de 3,5 %. La rapidité de la reprise fait escompter pour 2021 une croissance de l'ordre de 7 %. Par rapport aux prévisions de décembre, la baisse du PIB d'ici à la fin 2021 sera de l'ordre de 60 milliards de francs (en valeur nominale). Les effets négatifs sur le potentiel de production à moyen terme sont un peu plus importants que ne le prévoyait le groupe d'experts.

Scénario 2

Au cours de l'année, des foyers régionaux de nouveaux cas de Covid-19 sont apparus en Suisse. Afin de prévenir une nouvelle augmentation rapide du nombre des cas, diverses mesures d'assouplissement précédemment adoptées sont abrogées et les réglementations et restrictions en

Mesures pour nouveaux foyers régionaux de Covid-19

matière d'hygiène sont renforcées spécifiquement pour certaines activités commerciales (événements, manifestations, etc.). Dans des cas exceptionnels, on recourt également à des fermetures d'usines. Si une telle « deuxième vague » survient, les premiers affectés seront les secteurs des arts, spectacles et loisirs, de la restauration, ainsi que certains secteurs des services impliquant un contact physique. De nouvelles réglementations en matière de distance (mais pas de fermetures) pourraient également toucher le commerce de détail, les transports et éventuellement d'autres secteurs.

Effets de second tour : licenciements et défauts de paiement

Dans cette hypothèse, la faiblesse financière de nombreuses entreprises est propre à augmenter la fréquence des effets de second tour tels que les faillites d'entreprises et les vagues de licenciements. La détérioration sur le marché du travail se répercute à son tour sur les revenus des ménages et la consommation, notamment de biens durables. En outre, les investissements restent faibles.

Comme en Suisse, des foyers régionaux de Covid-19 apparaissent également chez d'importants partenaires

commerciaux, mais sans que soient mises en œuvre des mesures restrictives similaires à celles du premier semestre 2020. Les vagues de faillites et de licenciements à l'étranger pèsent lourdement sur la demande étrangère, ce qui a également un impact important sur l'industrie suisse des exportations. Le protectionnisme croissant affecte également l'industrie de l'exportation. En outre, les défauts de remboursement des prêts aux entreprises tendent à s'accroître et divers pays voient à nouveau leur solvabilité se détériorer fortement. Cela constitue une menace croissante pour la stabilité financière. Dans l'ensemble, la reprise, tant au niveau national qu'international, est donc beaucoup plus faible et, à long terme, nous

resterons sensiblement en dessous du niveau qui aurait été atteint sans la crise du Covid-19.

Dans ces hypothèses, la baisse du PIB pour l'ensemble de l'année 2020 serait de l'ordre de -7 % et le chômage grimperait aux environs de 3,9 %. Vu l'extrême faiblesse de la reprise, il ne faut escompter pour 2021 qu'une modeste croissance positive (+0,4 %). Par rapport aux prévisions de décembre, la perte de PIB cumulée d'ici à la fin 2021 est d'environ 140 milliards de francs (en valeur nominale). Les effets négatifs sur le potentiel de production à moyen terme apparaissent plus importants que dans les prévisions de mars.

tableau 8 : Divers valeurs pour les prévisions conjoncturelles de juin 2020 et pour les scénarios

	2018	2019	Prévisions de juin		Scénario négatif 1		Scénario négatif 2	
			2020	2021	2020	2021	2020	2021
Croissance du PIB en % *	2,3	1,4	-6,2	4,9	-4,9	7,1	-7,1	0,4
Taux de chômage en %	2,5	2,3	3,8	4,1	3,5	2,9	3,9	5,1
Perte de valeur ajoutée **	-	-	57	38	48	12	63	76

* valeurs réelles, corrigées des événements sportifs

** valeurs nominales, en milliards de francs, en comparaison avec les prévisions de décembre 2019

sources: OFS, SECO, Groupe d'experts de la Confédération

Rédaction : Caroline Schmidt
(SECO, secteur Conjoncture)